

Monsieur le Président Obama
octobre 2013

Le premier

1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500 (USA)

Monsieur le Président,

Voilà plus de quinze ans que le FBI a arrêté à Miami les membres du réseau « Avispa », parmi lesquels Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González, les Cinq, comme on appelle. Si René González a purgé sa peine, ses quatre compatriotes, eux, sont toujours sous les verrous !

Le 27 mai 2005, le Groupe de Travail de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU sur les Détentions Arbitraires avait déclaré « *arbitraire et illégale la détention des Cinq, le procès n'ayant pas eu lieu dans le climat d'objectivité et d'impartialité requis par l'article 14 de la convention internationale des droits civiques et politiques* ». En 2005, ce groupe de travail ne savait pourtant pas encore que certains journalistes avaient été payés durant le procès pour créer un climat de haine afin d'influencer des jurés déjà bien conditionnés pour condamner lourdement les Cubains.

Le 4 octobre 2010, c'était au tour d'Amnesty International de mettre en doute l'impartialité du jugement des Cinq dans une lettre adressée au ministre de la justice, Monsieur Eric Holder.

Trois livres excellents ont déjà été publiés ces dernières années sur cette lamentable histoire des Cinq. Le premier en français, de Maurice Lemoine, « Cinq Cubains à Miami », le second en espagnol, de Fernando Morais, « Los Ultimos Guerreros de la Guerra Fría », et le troisième en anglais, de Stephen Kimber, « What Lies Accross the Water-The Real Story of The Cuban Five ». Vous devriez, Monsieur le Président, au moins lire ce dernier. Stephen kimber est canadien, Professeur de Journalisme à l'Université King's College à Halifax.

Depuis plus de trois ans ces cinq cubains attendent que la juge Lenard du tribunal de Miami se prononce sur leur demande d'appels collatéraux.

Martin Garbus, le nouvel avocat de Gerardo Hernández, a présenté il y a plus d'un an un nouvel « affidavit », document de 82 pages où il a stigmatisé le fait que le Procureur Général ait minimisé l'impact de la corruption de journalistes. Il demandait au Département de la Justice de tout faire pour « *avoir l'espoir qu'une telle chose ne se reproduise plus aux Etats-Unis* ».

Gerardo Hernandez attend toujours la réponse à sa demande d'audience où il entend démontrer la fausseté de la charge « d'intention d'assassinat » pour laquelle il a été condamné à passer le reste de sa vie en prison. L'Accusation, qui a monté de toutes pièces ce délit, refuse que soient rendues publiques les images satellites du drame du 24 février 1996 pour lequel Gerardo est si lourdement condamné.

Combien de temps encore Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, et Ramón Labañino devront-ils attendre le bon vouloir d'une juge de cet état de non droit qu'est la Floride, pour que leur innocence soit enfin reconnue?

Combien de temps encore, Monsieur le Président, allez-vous donner au monde cette image déplorable d'une justice manipulée par le pouvoir exécutif, et corrompue par les groupes mafieux de Floride ?

Cette affaire n'a que trop duré, la balle est dans le camp politique. Vous devez rendre la liberté à ces courageux patriotes victimes d'un véritable complot qui les maintient en prison. En accomplissant un tel geste, vous marquerez l'Histoire des Etats-Unis et de Cuba. Avoir ce courage politique sera tout à votre honneur.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie
64360 Monein (France)

Copies envoyées à: Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Kathryn Ruemmler et à Messieurs. Joe Biden, John F. Kerry, Rand Beers, Harry Reid, Eric Holder, Denis MacDonough, Pete Rouse, Rick Scott, et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.